

DÉLIBÉRATIONS



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

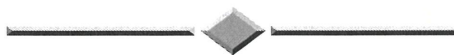
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025





28 PLAN DE FORMATION 2026-2027

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux dispositions du décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents territoriaux, et dans le cadre du dialogue social instauré au sein de notre collectivité, le plan de formation de la Ville et du C.C.A.S. est soumis à l'approbation du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Le plan de formation a été élaboré pour deux ans, 2026 et 2027, afin de tenir compte du contexte électoral. Cette temporalité permettra à la nouvelle équipe municipale de définir ses orientations stratégiques et à l'administration d'intégrer ces dernières dans un futur plan de formation triennal pour les années 2028 à 2030. Par ailleurs, à l'issue des travaux menés à mi-année 2026, des adaptations à ce plan pourront être apportées pour 2027.

Ce plan de formation de la Ville de Rouen et du C.C.A.S. pour les années 2026 et 2027 a été élaboré sur la base :

- Des besoins identifiés en concertation avec l'ensemble des directions, liés à des évolutions organisationnelles et techniques, à des obligations réglementaires et à des orientations stratégiques,
- Des demandes issues des entretiens professionnels,
- Des enjeux stratégiques de la collectivité, notamment liés aux transitions territoriales.

Le plan de formation 2026 - 2027 se décline en cinq axes comme suit :

Axe 1 : Accompagner les transitions territoriales

Cet axe couvre trois dimensions clés :

- La transition écologique (bâtiments, énergie, climat, santé) vise à sensibiliser largement les agents aux impacts de leurs action,
- Les transitions sociétales renforcent la lutte contre les discriminations (handicap, égalité femmes-hommes) via des formations sur le recrutement inclusif, la culture de l'égalité (affirmation professionnelle, politiques publiques) et la promotion de la diversité,
- La transition numérique se concentre sur la maîtrise des outils bureautiques et logiciels métiers ainsi que l'accompagnement par la D.S.I.N., avec des formations ciblées par direction.

Axe 2 : Renforcer les compétences managériales

Face à la transformation du secteur public, l'objectif est de partager une culture managériale commune en développant les capacités d'encadrement (animation d'équipes, méthodes de travail) et en impliquant les responsables dans la gestion R.H. Les actions incluent des sessions d'échanges de pratiques entre encadrants, des parcours individualisés pour les nouveaux managers.

Axe 3 : Adapter et développer les compétences liées à l'évolution des métiers

Les formations proposées peuvent être très diverses en fonction de l'actualité et de la spécificité des postes occupés. Il peut s'agir de formations, de participations à des congrès, des colloques, de séminaires ou de journées d'étude ou d'actualité afin de traiter toute l'actualité sur des questions stratégiques, sociétales ou sur des enjeux techniques.

Les actions proposées permettent de renforcer la maîtrise technique d'un sujet et d'actualiser les connaissances.

DÉLIBÉRATIONS

Axe 4 : Accompagner la mobilité et l'évolution professionnelle

Pour concilier aspirations individuelles et besoins des services, la D.R.H. propose des dispositifs sur mesure : parcours de formation personnalisés, préparation aux concours, validation des acquis de l'expérience (V.A.E.) ou encore période d'immersion professionnelle. Cet axe de formation a vocation à s'inscrire dans la prévention de l'usure professionnelle.



Axe 5 : Préserver les conditions de travail, assurer la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité et développer la culture du risque

La collectivité répond à ses obligations légales via des formations obligatoires en hygiène-sécurité. Au-delà du plan de formation sécurité, elle agit sur la qualité de vie au travail en formant les assistants de prévention et les membres des instances consultatives et en renforçant la culture du risque.

Ces axes sont ensuite déclinés en actions de formation en inter (dans les locaux d'un organisme de formation et pour un groupe composé d'agents de différentes collectivités) et en intra (dans les locaux et pour les agents de la Ville et du C.C.A.S. par un formateur interne ou un prestataire extérieur).

Ce plan prévoit 90 actions de formation en intra, représentant environ 253 jours de formation pour 2026.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à adopter le plan de formation de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S. pour 2026 et 2027, joint en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et nomment son article R123-20,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-22,

VU le Code Général de la Fonction Publique Territoriale, notamment son article L. 423-3,

VU la Loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale, modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017,

VU le Décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,


VU le Décret n° 2008-513 du 29 mai 2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 11 décembre 2025,

CONSIDÉRANT que le plan de formation 2026-2027 constitue un outil d'adaptation et d'accompagnement au service des agents et de la collectivité en conformité avec les obligations légales et en articulation avec le dialogue social,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/28
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025110-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation

CONSIDÉRANT que dans le contexte du nouveau mandat municipal, la collectivité  anticiper les mutations des métiers territoriaux et sécuriser les parcours professionnels des agents,

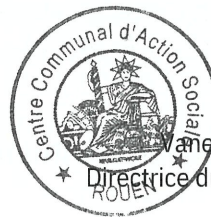
CONSIDÉRANT que la concertation avec le C.S.T. garantit l'adéquation du plan de formation aux besoins identifiés et aux orientations de la collectivité.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le plan de formation de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S. pour 2026 et 2027, joint en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation




Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.